

RENCONTRE DES SYNDICATS FRANCOPHONES | par Pauline Schnegg et Gwenola Briand

Retour de la délégation fédérale sur la rencontre du CSFEF (Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation) qui s'est déroulé à Hammamet en Tunisie du 12 au 15 octobre 2022.

PARTAGER nos expériences militantes et nos stratégies syndicales, prendre du recul à l'échelle internationale et élaborer des revendications communes, c'est enrichir le syndicalisme !

Les rencontres du CSFEF réunissent des syndicalistes autour de thématiques d'actualité et tissent les liens entre les syndicats francophones de l'Internationale de l'Éducation pour renforcer la pression sur les gouvernements !

Activité syndicale : pour un syndicalisme fort, affronter la déstabilisation politique

Kadiatou Bah, secrétaire du syndicat des enseignant-es et chercheur-ses du supérieur résume une situation souvent partagée par nos camarades : en Guinée Conakry, il y a bien un décret sur le dialogue social depuis décembre 2014, mais son applicabilité est toujours remise en question par les coups d'État militaires. L'activité syndicale est dépendante du contexte politique et l'instabilité politique la fragilise fortement. Quand ce ne sont pas les coups d'État, ce sont les stratégies gouvernementales qui facilitent la création d'une nébuleuse de petits syndicats pour affaiblir ceux et celles qui recherchent l'unité syndicale, c'est ce qu'ajoute Nabila Boustiha de Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation d'Algérie.



Le nouveau bureau du CSFEF



LA FRANCOPHONIE en chiffres

- 320 Millions de francophones dans le monde
- 88 États et gouvernements composent l'OIF
- 5^{ème} langue mondiale
- 144 MILLIONS d'apprenant-es du et en français
- 4^{ème} langue sur internet

www.francophonie.org



Le fantasme numérique : retour à la réalité

Si la commission fait le constat des apports du numérique en termes de rapidité de la communication, Claire Guéville, du SNES France, resitue rapidement la question du numérique à sa place : il s'agit d'un outil et non d'une fin en soi, et l'innovation pédagogique n'est pas forcément numérique. D'autant plus que, comme le souligne Agnès Béatrice Bikoko (syndicat du Cameroun) son utilisation renforce et même crée les inégalités. Inégalités sociales et économiques d'accès, même à l'électricité, entre ville et campagne, mais aussi selon les quartiers d'une ville ; inégalités de formation et de maîtrise de l'outil... La marchandisation de l'école passe aussi par le numérique, renchérit Marie-Jeanne (Côte d'Ivoire + syndicat), qui ajoute que des professeur-ses non formé-es achètent des fiches toutes faites et les appliquent directement sans réflexion pédagogique. C'est tout bénéfique pour les gouvernements !

PORTRAITS

Agnès Béatrice Bikoko,

de nationalité camerounaise, enseignante de Communication professionnelle en Sciences du Management, où elle remplit les fonctions d'Inspectrice pédagogique Nationale.



12

" Enseignante de champ pendant plus de 24 ans, je suis maintenant dans l'encadrement pédagogique depuis quelques années. J'aime ce que je fais, c'est exaltant, et cela nous remplit de joie. Le nouveau chantier qui m'a été confié est celui de la mise sur pied de la filière de Sténotypie. Je travaille à l'élaboration des programmes.

Au cours de mon parcours syndical, le CSTEF organisait des rencontres des syndicats francophones pour des renforcements de capacités. Au gré de ces rencontres les syndicalistes des différents pays échangeaient leurs expériences, parlaient de leurs projets et de leurs activités professionnelles. Ces échanges avec des camarades du Mali, du Sénégal, du Niger m'ont aidé à me lancer dans la production des outils didactiques en communication professionnelle, outils qui sont inscrits au programme de l'enseignement technique professionnel dans mon pays depuis près de 10 ans.

Dans mon syndicat, j'ai été militante de base pendant 16 ans. Ensuite à la suite des formations reçues au CSTEF, j'ai été élue Secrétaire nationale d'abord à la formation, puis à la communication, et aujourd'hui je m'occupe des questions de genre.

Quand je m'occupais du Secrétariat à la communication, mon rôle était entre autres, de prendre des images et de rédiger des comptes rendus de toutes les activités menées par mon organisation. Par exemple pendant les moments de grève, de marches ou de sit-in, je prenais des images et je mettais à jour notre site web. Le fait d'informer le public sur nos activités a beaucoup aidé notre organisation.

J'ai été formée par l'Internationale de l'Éducation sur différentes thématiques allant de l'éducation de qualité, l'éducation de la jeune, l'égalité de genre, l'équité genre, les violences

basées sur le genre, les techniques d'animation, les techniques de communication, l'utilisation des plateformes virtuelles, le dialogue social, les techniques de plaidoyer, le leadership.

Les travailleurs de l'éducation vivent à travers le monde des situations et certains actes sans savoir que ce sont des violences : absence de toilette, refus de permissions d'absence, votre chef vous tapote les fesses, on vous rabroue comme un moins que rien. Je suis chargée en ce qui concerne l'Afrique Centrale, de sensibiliser les syndicalistes et renforcer leurs capacités sur les thématiques évoquées ci-dessus pour une prise de conscience et une lutte contre les abus de toute sorte.

Si les femmes enseignantes d'expression française ne s'organisent pas, on ne parlera pas des femmes francophones. Les femmes anglophones ce sont organisées, elles ont des prises de position qu'elles peuvent exprimer. Il est temps que les femmes de la francophonie s'expriment aussi. Il y a des spécificités fortes dans les différents pays africains membre de la francophonie, qui font que les femmes n'osent pas aller au-devant de la scène. Si nous mettons en place un Comité de femmes, Ensemble, on va s'affirmer en tant qu'êtres humains à part entière.

Le contact avec les autres enrichit. Dans tous les pays des comités de genre ont été mis sur pied. Le genre c'est des rôles que jouent les hommes et les femmes dans une société donnée.

Je milite pour que les femmes francophones puissent s'exprimer fortement dans toutes les structures !



Dijenaba Yerou Gueye,

de nationalité mauritanienne où elle a développé l'école inclusive

"

Je m'appelle Dijenaba Yerou Gueye, Mauritanienne, secrétaire adjointe du syndicat national de l'enseignement fondamental. Membre du comité des femmes relations extérieures et Présidente du comité sectoriel des femmes. Je suis aussi chargée de formation du réseau syndical des travailleur-ses domestiques. Je suis détachée de l'Éducation au ministère de l'action sociale de l'enfance

et de la famille, chef de division du prêt scolaire, sortante du 1er oct 1986. 21 ans.

Je suis depuis 2003 dans le syndicalisme. Je suis militante, au bureau j'étais chargée de la com je suis devenue trésorière, après je suis devenue secrétaire générale adjointe. On mène beaucoup d'actions syndicales : licenciements abusifs, et si tu fais grève 10 jours, plus de salaire, même malade tu n'as plus de salaire. J'ai une anecdote. Notre secrétaire général avait son chauffeur, c'était un Malien, il a mis du retard et le secrétaire général l'a licencié. On a porté plainte à l'inspection du travail. Au tribunal, il s'est étonné et je lui ai dit qu'on est là pour les droits des





Anaïs Dayamba

Coordinatrice programme du genre pour le bureau réAcra au Ghana

II

Je suis burkinabè d'origine mais je vis au Ghana. J'ai 61 ans. Je suis chargée de mettre en œuvre le programme genre de l'IE et je travaille avec les réseaux de femmes. Je suis enseignante de collège et lycée, formatrice, conseillère pédagogique. Au syndicat, j'ai gravi tous les échelons avec d'abord la collecte de cotisations :

travailleurs, on ne peut pas faire cela.

Sur l'école inclusive, Djenaba précise :

J'ai des écoles privées, mais ce n'est pas une école qui fait rentrer de l'argent, c'est une école inclusive entendants et sourds : on a utilisé une voix langue colorée pour donner des cours aux entendants et sourds, toutes nationalités confondues maliens, guinéens, togolais... J'ai un bus de ramassage de sourds, je pars avec un bus. Il y a une centaine d'élèves mais les classes ne dépassent pas 20. 15 entendants, 4 sourds. Au début j'ai perdu beaucoup d'élèves car les parents ne voulaient pas que leurs enfants

à chaque fin du mois il faut aller voir chaque collègue pour les cotisations car nous n'avons pas les banques. Après 2 ans j'étais responsable de la section : information, activités syndicales, et je portais la voix des enseignantes auprès de l'administration et je mobilisais au niveau du lycée. Nous étions plus d'une centaine.

J'ai été responsabilisée au niveau de la province : questions de genre, éducation féminine. Je motivais les femmes à participer aux activités syndicales, aux formations. J'ai été formée à la Centrale Syndicale du Québec. A partir de là je parcourais le pays pour former les femmes et les hommes. J'ai été élue secrétaire générale en mai 1999. J'ai fait deux mandats de 3 ans. Après cela, au bureau national j'ai été en charge des questions d'égalité de genre.

Les femmes n'avaient pas confiance dans les responsables syndicaux, elles pensaient que les hommes les manipulaient. J'ai pu rassurer les femmes. Il y a beaucoup d'injustices dans notre corps des lycées et collèges, on te met en cat A1, puis le gouvernement change et on te remet en

soient mélangés avec les sourds. Mais je suis contre la discrimination, et j'ai montré que la langue des signes était un bénéfice. Je suis la première et l'unique école inclusive.

Les enseignants sont privés, salariés, j'ai eu tables et bancs par un partenariat avec une hollandaise, mais j'ai complété avec mon salaire parfois, préscolaire milieu quartier de pauvres à Nouakchot.

Et on fait aussi la formation professionnelle mais avec peu de moyens. Je recherche des partenariats ou des jumelages pour assurer ces formations !

A3, on t'empêche de progresser dans la carrière. En plus elles avaient peur des sanctions : tu peux te retrouver affectée à des centaines de km. Les cheffes d'établissement ou de régions sont avec le parti au pouvoir.

Dans l'Éducation, il y a une grosse proportion de femmes au moins la moitié, mais plus de femmes en ville que dans les zones reculées pour des raisons de famille, de sécurité, et parce que dans la province il n'y a pas d'infrastructures. Très peu de femmes profs d'université.

En 1992-93 j'étais membre de la structure provinciale quand il y a eu des grèves très importantes pour réclamer de meilleures conditions de travail, grève longue, ça lasse. Les hommes ont pensé qu'il fallait cesser et les femmes ont pensé qu'on était à quelques mètres de la victoire. Les femmes veulent continuer, on va à la bourse du travail, on manifeste : 48 ou 72 h après le gouvernement a cédé. Je restais à la bourse du travail le jour, je galvanisais les femmes et la nuit je priais sur mon lit !

Je coordonne le Réseau des femmes africaines à l'éducation, et on m'a invitée pour participer à la table ronde sur l'éducation des filles. J'ai beaucoup d'attentes, ce que j'ai vu lors de la pré-rencontre des femmes était magnifique : il y a des similitudes au niveau des zones, c'est un combat que nous allons mener ensemble, nous pouvons apprendre les unes des autres. Les femmes ne doivent plus retirer leur candidature parce qu'il y a un homme. Il faut être déterminée. Que le CSFEF donne l'occasion à ces femmes de se rencontrer souvent, qu'il y ait des formations pour renforcer leur capacités et leur détermination. Cela donne de la force de la détermination à celles qui étaient hésitantes. Nous avons l'expérience au niveau du réseau : activités régionales, par exemple sur la convention 190, nous avons l'expérience du Ghana, du Tchad et on met en place des stratégies et des Webinaires aux niveaux régionaux, sur la question des violences en milieu scolaire : punitions corporelles. Sur la question des grossesses précoces, comment faire pour que les filles reviennent en classe ?

La première action forte que j'attends c'est concrètement la mise en place et le financement de l'ODD4. Pousser les gouvernements à mettre en œuvre les promesses. Des milliards circulent : où va l'argent ? Si on est d'accord avec la privatisation, des gens qui ne sont même pas des éducatrices ouvrent des écoles !

RENCONTRE DES SYNDICATS FRANCOPHONES

De quel·les représentant·es syndicaux·les avons-nous besoin pour lutter ?

L APPARAÎT clairement que dans l'ensemble des pays francophones, ceux d'Europe, d'Amérique et d'Afrique, les femmes sont sous-représentées dans les syndicats et leurs directions. La syndicalisation en est rendue difficile auprès des femmes qui ne peuvent s'identifier. Quand elles sont militantes, les femmes se confrontent souvent à des jugements sociaux très dénigrants. Les hommes s'approprient les mandats et les gardent. Comment lutter contre cela et renforcer le syndicalisme ? La pré-rencontre des femmes du CSFEF a commencé le travail d'identification des freins structurels au militantisme des femmes et émis ses recommandations. Le groupe s'est déjà retrouvé pour un webinar sur « les femmes dans l'Éducation et le syndicalisme ». Il s'organise pour faire entendre ces voix de femmes et donner au syndicalisme un élan et une force toujours plus grand !

Atteindre les objectifs de développement durable ? Un dialogue social incontournable

Le développement de la scolarisation est une priorité de l'agenda international, avec une lutte contre les préjugés de genre, une promotion affirmée de l'égalité femmes-hommes permettant de renforcer l'autonomie des filles. Même si ces accords ont été ratifiés par de nombreux pays, à l'instar du Tchad, les habitudes culturelles perdurent, souligne Jokebed. Des avancées sont remarquées mais, selon les territoires, des disparités : travail des enfants, orientation scolaire inadaptée, mariages forcés (dès 12 ans!), problèmes d'insécurité générés par les guerres...

RECOMMANDATION DU GROUPE « FEMMES »

Les femmes enseignantes syndicalistes invitées à la pré-rencontre préparatoire à la 18^e rencontre du CSFEF remercient le CSFEF et la FCE pour avoir rendu possible la tenue du caucus femmes car jusque-là, celles-ci étaient faiblement représentées dans les rencontres du comité syndical.

Elles soulignent qu'au niveau des autres groupes (lusophone et anglophone au sein de l'IE) les femmes s'activent déjà et leur voix porte. Elles espèrent que les femmes syndicalistes francophones pourront aussi se mobiliser et s'activer, afin que lors des débats, leur voix porte aussi.

Elles recommandent donc :

- La formalisation du réseautage initié pour cette rencontre par la constitution d'un groupe « femmes » du CSFEF ;
- Le maintien dudit groupe à travers des réunions en ligne, des partages d'informations et des échanges d'expériences, des outils pour la promotion des droits de la fille et de la femme dans l'éducation, au travail ainsi que la participation dans les syndicats.

Ce groupe pourra ainsi :

- Impulser à travers des actions spécifiques l'éducation et l'encadrement de la jeune fille et toutes les questions relatives aux femmes ;
- Dénoncer, lutter contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire qui constituent un frein à l'épanouissement de la fille et de la femme ;
- Renforcer et soutenir la participation des femmes dans leurs syndicats respectifs ;
- Sensibiliser sur les questions de genre.

Fait à Hammamet ce 14 octobre 2022



Un état de santé inquiétant

Des élèves assis-es sur le sol, une cour non clôturée, pas de toilettes, une moyenne de 100 enfants par classe en CP, voilà la situation décrite par notre camarade du Tchad. Une seule école, privée, inclusive pour les élèves atteints de surdité ou malentendant-es dans le pays, fondée par notre camarade Dijenaba Yérou Gueye, secrétaire du syndicat national de l'enseignement fondamental de Mauritanie, favorise l'insertion professionnelle à Nouakchott. Des besoins incommensurables en termes d'hygiène et de conditions de travail se font entendre dans cette commission. Les personnels de l'éducation souffrent aussi des mêmes pathologies que les collègues des pays du Nord : surcharge de travail, individualisation des dysfonctionnements... Mais ici plus encore, car l'accès au soin est extrêmement difficile, au point que Nabila, en Algérie, affirme ne plus se servir de la sécurité sociale : les dossiers sont trop complexes à monter. **Pour ces enseignant-es, la création de mutuelle est un besoin crucial !**

« Nous devons interpeller nos gouvernements pour qu'ils investissent dans une éducation laïque et publique, qui favorise la scolarisation en sécurité, particulièrement celle des filles. »

L'ODD4 : un mirage ?

L'instabilité politique provoque ponctuellement la fermeture de milliers d'écoles, fragilisant un peu plus la qualité de l'enseignement et le statut des enseignant-es qui se battent au quotidien pour réclamer salaires et droits syndicaux.